

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

PROGRAMME pour un Front Populaire	p I
FRANCE des travailleurs parlent d'eux	p 2
DANS L'ORDRE	p 5
BELGIQUE grèves et politique	p 6
CORRESPONDANCE	p 8
NOTES DE LECTURE les clés du pouvoir	p II
DISCUSSION, le militantisme d'entreprise vu par deux camarades de Voix Ouvrière et d'I C O	p 13
AFRIQUE DU NORD	p 21
PUBLICATIONS	p 25

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

Numéro 36

FEBRIER 65

VIEWS AND COMMENTS (en anglais) (de la Ligue Libertaire)- hiver 65- PO Box 261
Cooper Station- New-York 3- NY.

THE REBEL WORKER (en anglais) Section de Chicago de Industrial Workers of the
World - Nos 1 et 2- 713 Armitage - Chicago- Illinois

VOIX OUVRIERE (pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire) (trotskyste)
Nos 28 et 29 - 29 Rue de Chateau-Landon- Paris.

DIRECT ACTION: (en anglais) anarcho-syndicaliste- Janvier 65-
34Cumberland Road- Londres- E 17

L'ECOLE EMANCIPEE revue syndicale et pédagogique- Le Guen
74 Rue d'Armorique - Brest - N° 8- 6 Janvier 64

LUTTE DE CLASSE pour le pouvoir des travailleurs- Renault- 73 Rue Blanche- Paris
Décembre 64

LE PROLETAIRE (parti communiste Internationaliste- programme communiste- N° 17
B.P. 375- Marseille Colbert.

L'ANARCHO-SYNDICALISTE (Union des anarcho-syndicalistes) N° 44- décembre 64-
Gatineau- 107 Rue Jean Jaurès- St Florent Les Niort -D.S.

LE MONDE LIBERTAIRE (organe de la Fédération Anarchiste) N° 108- janvier 65
3 Rue Terneaux - Paris.

CAHIERS d'ETUDES REVOLUTIONNAIRES - décembre 64 - Dupré -B.P. N° 5 Marseille Chave, 5è

LA REVOLUTION PROLETARIENNE (syndicaliste révolutionnaire) N° 501 - janvier 65
21 Rue Jean Robert - Paris, 18è

Bulletin de LIAISON des lecteurs de REVOLTES: N° 11 - décembre 64 - Sedes- 144 Rue
de Flandre - Paris 19è.

LA VOIX OUVRIERE bulletin du groupe ouvrier de Cockerill Ongree- Frankin- 285 Rue
St Gilles- Liège- N° 19, janvier 65

LES JEUNES AU POUVOIR (Cahiers d'Etudes pour la promotion des jeunes), I Grande Rue
77- Crisenoy.

oooooooo

PROGRAMME POUR UN FRONT POPULAIRE

"L'unité de la gauche", "l'unité syndicale", ils l'ont en Angleterre sous la forme du parti travailliste -au pouvoir depuis trois mois- et des Trade Unions (syndicat unique) qui soutient l'action du parti.

Voici ce que cela donne. Cela rappelle la période 45-47 en France, mais c'est mieux. Peut-être est-ce le modèle pour une coalition électorale stylé Front Populaire .
Le 16 décembre 64 a été signée à Londres une déclaration commune du gouvernement, du patronat et des syndicats, dont voici quelques extraits (traduction tirée des Echos de Grande-Bretagne -N° 302 -7/1/65).

...NOUS, gouvernement, patronat et syndicat sommes résolus à prendre les mesures suivantes dans nos domaines de responsabilité respectifs.

Le gouvernement établira et mettra en oeuvre un plan général de développement économique, en consultation avec patrons et travailleurs par le truchement du Conseil National de développement économique...

NOUS, représentants du Trades-Union Congress (syndicats) de la Federation of British Industries (Fédération des Industries britanniques) de la British Employers' Confederation (Confédération des Employeurs Britanniques) de la National Association of British Manufacturers (Association Nationale des Fabricants Britanniques) et de l'Association British Chambers of Commerce (Association des Chambres de Commerce Britanniques) reconnaissons que les objectifs majeurs de la politique nationale doivent être de:

- faire en sorte que l'industrie britannique soit dynamique et que ses prix soient concurrentiels.
- augmenter la productivité et l'efficience de manière à ce que la production nationale effective puisse s'accroître et maintenir les augmentations de salaires, de traitements et d'autres formes de revenus en harmonie avec cet accroissement.
- maintenir stable le niveau général des prix.

NOUS, nous engageons en conséquence, au nom de nos membres à encourager et à mener une lutte soutenue contre les obstacles qui entravent l'efficience qu'ils soient le fait des patrons ou des travailleurs, à appliquer tous nos efforts à l'adoption de normes de rendement plus rigoureuses à tous les niveaux, et à collaborer avec le gouvernement pour s'efforcer, face aux problèmes pratiques, de donner une forme efficace...

NOUS, gouvernement, patronat, et syndicats, sommes convaincus, qu'en collaborant dans un esprit de confiance mutuelle, pour mettre en application les principes et les lignes de conduite indiqués ci-dessus.... "

France

des travailleurs parlent d'eux

- d'un camarade de La Loire (St Etienne)

"... quant aux informations sur les actions dans la région, ce n'est guère dynamique.

Il y a eu un mot d'ordre des trois syndicats de la métallurgie de la Loire de 24h de grève, lors de la grève du secteur public. La grève de la métallurgie a été complètement noyée par celle du secteur public, elle est passée inaperçue. D'ailleurs, il est bien difficile de savoir si la grève a été suivie ou non, puisqu'il n'y avait pas d'électricité. Ce qui est certain c'est qu'un nombre important de métallurgistes est allé récupérer leur journée, le lendemain samedi, journée habituellement chômée.

Dans la boîte où je travaille à St Etienne (100 ouvriers) la grève fut suivie à 100%, c'est une boîte considérée comme dure et saine, les gars sont bagarreurs. Aux mois d'octobre et novembre, des mouvements de revendications et de mauvaise humeur se produisirent. A la suite d'un incident qui mit en relief le niveau extrêmement bas de nos salaires et le despotisme de nos patrons (un ouvrier qui avait coulé un bon de travail de 120h fut payé au taux de base), une grève de la production fut décidée par l'ensemble des ouvriers; pour demander un relèvement des minis pour les ouvriers travaillant à la production dans le cas où l'on n'arriverait pas dans les temps alloués, ainsi que la possibilité de contester les temps alloués (chacun de nous constatant l'augmentation constante des cadences de travail).

Au bout de huit semaines de grève de la production et d'une dizaine d'heures de grève totale, nous avons arrêté les hostilités, dans la lassitude générale sur un compromis tout ce qu'il y a de plus vaseux. En définitive nous n'avons pas obtenu grand'chose sinon de perfectionner davantage la propre organisation du patron. Pas question de relever le mini mais une possibilité de contestation des temps alloués dans le cadre de son organisation. Avec punition pour l'ouvrier qui réclamerait trop souvent sans motif "réel".

Je pense que l'échec vient surtout du fait qu'un grand nombre d'ouvriers n'étaient pas pleinement conscient de ce qu'ils voulaient, et comme au bout il n'y avait pas d'augmentation de salaire, ils ont sous-estimé l'intérêt de la lutte. En plus l'organisation toute neuve dans cette boîte (deux ans environ) a fait des ravages terribles puisque entre un P 3 travaillant ou non à la production selon qu'il coule ou fait le maximum de prime, le salaire peut aller de 380 à 500 ou 520 frs de l'heure. Entre un manoeuvre et un P 3, la différence avec le même nombre d'heures peut aller de 45-50.000 à 90-100.000 (A.F.)

De l'autre côté, un patron parfaitement conscient du danger, sachant l'importance de remettre en cause son organisation.

Je crois tout de même qu'un résultat positif est sorti de ces mouvements; pendant quelques temps les cadences n'augmenteront certainement pas. "

- d'un camarade de l'Aude (région de Tuchan)

"La région va sur 40 km de la mer aux premiers contreforts des Hautes-Corbières. Région des plus pauvres du département. Une culture: la vigne. L'amande et l'olive ne se récoltent plus depuis longtemps, puisque ce n'était plus rentable. Le terrain est aride, caillouteux, sans eau et sans cours d'eau. Pas d'industries. Plusieurs

catégories d'hommes y vivent: le français, natif du pays, l'espagnol arrivé depuis 10, 15 ou 20 ans, l'espagnol arrivé depuis peu (1, 2 ou 3 ans), l'italien artisan.

Le rendement pour un hectare de vigne (4000 pieds) est de 30 hl (Leucate) à 40 hl (Tuchan) alors qu'à Narbonne ou à Rivesaltes il est de 120 hl et qu'on y peut cultiver des primeurs et des fruits.

Les salaires applicables selon une "recommandation patronale" varient:

	<u> salaire horaire</u>	<u> viticoles</u> <u> journée 7h.</u>
ouvrière permanente	1.80	12.60 (+11vin)
ouvrier permanent	2.25	15.75 (+21)
sulfatage et produits nocifs	2.475	17.325 (+21)
granger I cheval	2.43	17.01 (+21)
conducteur de tracteur	2.43	17.01 (+21)

A ce tarif, le salaire "théorique" mensuel d'un granger I cheval s'établit pour 200 heures à 486.- (non logé, non nourri). Dans la région de Carcassonne et de Limoux (céréales) le salaire horaire est de 1.69 et le syndicat CGT des ouvriers agricoles peut écrire qu'à Bram "les ouvriers sont syndiqués, aussi leurs salaire horaire est de 1.90 "

-d'un camarade des P.T.T.

"...Aux P.T.T. rien de nouveau. Nous avons eu un tract CGT pour la magnifique grève de Lyon (gare), naturellement après le mouvement et après que les lettres et paquets aient été expédiés sur Paris pour être travaillés. C'est la coordination des Centrales. Naturellement rien sur la grève de St Etienne gare. Les revendications n'intéressent pas les bureaux gares parisiens, ils veulent obtenir ce que nous avons déjà. Les gars lisent les journaux et pensent intérieurement que d'autres pourront bien faire quelque chose avant eux, c'est toute leur perspective. S'il faut ils sacrifieront bien encore une journée de salaire c'est pas trop cher pour avoir la conscience tranquille.

(d'après des informations diverses la grève aurait été assez dure à Lyon l'administration ayant essayé de la briser en embauchant n'importe qui, puis en envoyant le courrier à Paris -notamment dans des centres temporaires ouverts au moment des fêtes- sans qu'aucune solidarité vienne ou des syndicats (sauf dans des appels tardifs et platoniques) ou des postiers eux-mêmes).

(A St Etienne, il y a seulement refus des heures supplémentaires qu'il est courant de faire pour écouler le trafic jusqu'au 15 janvier).

SAVIEM (construction de camions)

Toujours les mêmes bavardages syndicaux sur le déplacement de l'usine de St Ouen alors que la direction poursuit imperturbablement la réalisation du plan fixé (fermeture par étapes).

Cela n'a pas empêché la CGT de signer l'accord d'entreprise Saviem; dans un tract, après avoir "regretté", stigmatisé "l'intransigeance de la direction" elle ajoute "mardi aura lieu la signature de l'accord, nous pensons que notre position devrait être positive" (tract CGT- Saviem 7/1/65).

Palabres autour de la cantine gérée par le Comité d'Entreprise: (majorité CGT): augmentation de 0.40 (16%). Tract FO (10/1/65) accusant la CGT d'arbitraire et de "gestion sans contrôle". Réplique CGT qui se drape dans sa dignité,

parle d'unité et convoque une réunion. Avis au personnel de la direction qui soutient la position FO et offre de gérer la cantine. Tout ça passe par-dessus la tête des ouvriers: ils n'ont qu'à payer.

Listes de signatures pour soutenir l'accord PC- SFIO pour les élections municipales; beaucoup signent mais en même temps ridiculisent toute la cuisine politique; pourtant la Saviem est un fief du PC.

RENAULT:

Réaction des ouvriers au refus des syndicats de renouveler l'accord d'entreprise Renault (sauf les cadres CGC): "ils n'ont pas signé, mais ils signeront dans un mois". Lettre de la direction à chaque ouvrier expliquant que la situation "ne permet pas" l'amélioration des accords. Lettre ouverte CGT-CFDT. Débrayages- Actions séparées- Actions unies- Palabres- Elections de délégués- Elections politiques- Appel CGT-CFDT-FO- pour "un puissant débrayage le 28 avec rassemblement dans le hall de l'Île Seguin".

Pendant ce temps, à la faveur de la "récession", les cadences augmentent à Billancourt, les fabrications sont transférées en province; des usines sont construites à l'étranger. Peu à peu, lassés par les mutations, les brimades, les ouvriers quittent l'usine: ça évite les licenciements.

La revue Finance (5/II/64) annonce que Renault s'intéresserait à Mungia Industrial. Les usines de cette société espagnole pourraient être utilisées pour fabriquer des tracteurs de la régie. Comme les salaires attribués aux ouvriers espagnols sont assez bas, Renault ferait une excellente affaire. Qu'en pensent les syndicalistes qui sont si occupés au renflouement du fameux projet Concorde. (Cité par "Défense de l'Homme" N° 194- 12/64).

IMPRIMERIE:

Concentration dans l'imprimerie: Chaix est repris par Desfossés, de cette fusion, 300 licenciements prévus viendraient s'ajouter au chômage partiel de beaucoup de petites boîtes.

Assemblée des correcteurs sur le problème des cadres, en suspens depuis 10 ans mais qu'ils se trouvent contraints finalement d'accepter; l'évolution des techniques et de la structure des entreprises, ne permet pas même avec un syndicalisme obligatoire d'imposer dans une entreprise des règles de fonctionnement (en l'occurrence le refus des cadres); à la longue c'est l'entreprise capitaliste qui impose ses propres structures. Une leçon à méditer et à suivre.

Dans un lycée. (c'est la suite de la lettre publiée p.2-ICO N° 35 janvier 65)

"..Question boulot, rien de nouveau, c'est toujours la foire. Pendant toute la durée de la lutte personne n'a pris la direction des "opérations". Les agents techniques et les prof. ont leurs délégués. Nous, nous n'en voulons pas. Celui de l'an dernier était un fumier, il était plus souvent chez le dentiste qu'au lycée. Il y avait donc action individuelle d'après une proposition de réorganisation de l'emploi du temps, acceptée par tous. Il faut croire que certains pions ne pensaient qu'à leur emploi du temps personnel puisqu'ils ont cédé aux avances du Surveillant général. Les autres, nous avions des méthodes opposées.

Un copain s'engueulait toute la journée avec le surveillant général. Il est pour l'emploi de la force. Ce qui peut-être valable pour certains cas, mais là, la Force n'est pas de notre côté. Quant à moi, j'emploie la méthode "dérobade" dont j'ai parlé l'autre jour. Sourires et hochements de tête approbatifs- qui ne m'empêchent pas de faire ce dont j'ai envie. Un exemple. Un matin une pionne arrive à 10h au lieu de 9h moins le quart. Le surveillant général met une condition au pardon: qu'elle l'embrasse. Un matin j'arrive à 8h moins 10 au lieu de 8h moins 1/4. Il entre

dans une colère monstre. Je lui lance gentiment avec le sourire "Voulez-vous que je vous fasse la bise?" Ca été une douche froide. Par contre, mon copain aurait fait une histoire, ameuté toute la boîte crié à l'injustice, et le résultat aurait été moins positif.

Au début nous avions employé la Force pour réduire les 32hI/2. On était avec la force, on ne sait plus ce qui est ou ce qui n'est pas. Je profite de cette parenthèse pour raconter une histoire typique. Dans le bureau du surveillant général, il y a un emploi du temps et chaque pion est représenté par une punaise de couleur. Un matin, le S.G. consulte l'emploi du temps pour connaître quels sont les gars de service. C'était un véritable champ de bataille, toutes les punaises avaient changé de place et dans un ordre fantaisiste.- de la répartition de nos tâches, je crois qu'avec ma méthode on peut obtenir de nombreux résultats. Il ne nous coûte rien de dire oui au S.G. lorsqu'il nous donne un ordre, et ensuite d'aller bouquiner dans une salle de classe.

Autres informations sur le lycée: les agents techniques bougent. Notre bahut est prévu pour 800 élèves et il en compte le double. Quant aux agents, ils sont prévus pour 800. Il y a deux services de réfectoires par jour, soit l'un dans l'autre 1000 élèves. Leur travail est donc doublé. Ils réclament une augmentation de l'effectif: rien à faire. Ils prennent donc des congés de maladie pour souffler un peu, d'où grosse pagaille qui souligne mieux l'insuffisance de l'effectif des agents.

A la rentrée, le Directeur les convoquent. Il ne convoque pas le délégué (c'est l'infirmière)- il leur baratine sur la conscience professionnelle, sur le devoir, jusque là il est tendre, ensuite il va prendre des sanctions pour faire cesser ces absences "injustifiées", c'est la menace, et il termine par l'ongueulade: le lycée est toujours sale, des ordures trainent dans tous les coins. Conclusion: si ça continue il baissera les notes (ces notes leur permettent d'avoir des primes et de l'avancement). Quelques jours après, pour présenter ses vœux, le Directeur réunit tout le personnel de l'établissement: prof. pions, et agents. Aucun de ces derniers n'était présent. L'infirmière (la déléguée) est pleine d'admiration- avec un sourire jaune- parce qu'elle n'avait pas donné le mot d'ordre. Ce fut une action spontanée. à laquelle le délégué syndical CGT n'avait été ni informé, ni convié. "

oooooooooooo

clins l'ordre

Un décret du 13 janvier 1965 (journal officiel du 15 janvier) parle de l'organisation de la défense civile. La "mission" définie par l'article 1° et attribuée à l'armée et à la police est, dans l'ordre:

"Pouvoir à la sécurité des pouvoirs publics et des administrations publiques./Assurer en matière d'ordre public, la sécurité générale du territoire./Protéger les organismes, installations, ou moyens civils qui conditionnent le maintien des activités indispensables à la défense et à la vie des populations./Prendre en matière de protection civile les mesures de prévention et de secours que requiert en toutes circonstances la sauvegarde des populations./Entretenir et affermir la volonté de résistance des populations aux effets des agressions ".

En d'autres termes, dans l'ordre des priorités, en cas de danger:

- 1/ on sauve d'abord les dirigeants et l'appareil d'-tat
- 2/ on protège ensuite le territoire sans lequel il ne serait rien
- 3/ on s'occupe après du matériel et des meubles garnissant le territoire
- 4/ on songe alors à la vie des "populations" (enfin)
- 5/ les "populations" étant en vie, on s'occupe de leur psychologie.

BELGIQUE

SITUATION /

L'actuel gouvernement belge est une coalition entre les deux grands partis - socialiste (parti socialiste belge PSB) et catholique (parti social chrétien PSC). Chacun d'eux a sa façade syndicale: la FGTB pour les socialistes et la CSC pour les catholiques.

Dans trois mois, il y a des élections générales ...

Comme en France, comme ailleurs, la machinerie syndicale sert à la fois d'instrument de propagande et de surenchère politique et d'appareil de contrôle sur les travailleurs pour le compte du pouvoir social: patronat et gouvernement.

Par certains aspects, cette machinerie est plus perfectionnée qu'en France. L'explication réside peut-être dans les secousses sérieuses qu'ont données les ouvriers belges au cours de la grève du Borinage (15 jours de grève en février 59) et de la grève générale de décembre 60-janvier 61.

Le capitalisme belge est particulièrement vulnérable, comme dans tous les pays industrialisés: il doit exporter pour vivre; la crise du Congo et la reconversion dans l'Europe du Marché Commun explique "l'unité nationale" chrétiens et socialistes en apparence habituellement rivaux.

Parallèlement les mouvements sociaux - notamment en Wallonie - ont toujours pris un tour plus radical: en 1932 il y eut dans le Borinage un véritable mouvement insurrectionnel; en 1950, la grève générale dévia sur l'abdication de Léopold, début 59 les syndicats brisèrent la grève du Borinage et début 61 les tendances socialistes de gauche enlisèrent une grève spontanée et dure dans le nationalisme wallon (1)

Les mouvements actuels n'ont rien de commun avec ces grèves; ils s'apparentent aux grèves syndicales que nous connaissons en France actuellement, bien encadrées par les centrales et se situant aussi dans la même perspective d'agitation pré-électorale.

UN BREF RESUME /

Les deux syndicats socialistes et chrétiens avaient prévu des mots d'ordre de grève dans différents secteurs début janvier: mineurs, tramways, industrie pétrolière. Celle des mineurs n'eut pas lieu. Celle des tramways fut inégale et dura 4 jours. Celle de l'industrie pétrolière débuta alors que celle du port d'Anvers finissait. On trouve ici la même tactique des grèves successives dans des secteurs très limités, mais aux effets spectaculaires.

A Anvers, la grève est celle des agents du port (écluses, ponts mobiles remorquage), de 800 travailleurs, pour une prime, déclenchée le 31 décembre. Grève sauvage dit Le Monde (7/1/65) conflit provoqué par la centrale chrétienne disent les socialistes belges (Le Peuple, 7/1/65 qui parle aussi "d'aventure"). Le 7 janvier: réquisition; la grève du zèle est annoncée mais semble sans effet.

A ce moment des accords de salaires sont annoncés dans la métallurgie et la grève des mineurs est "décommandée". Le lundi 11, l'industrie pétrolière (5500 travailleurs) se met en grève "comme prévu"; Anvers, seul port pétrolier est encore au centre de la grève. Elle se termine le 18 par un vote à 57% contre 42,5 pour l'acceptation d'augmentations de salaires qui étaient presque toutes proposées avant la grève. Conclusion (Le Peuple, 18/1/65): "les organisations syndicales sortiront renforcées de ce mouvement". On ne saurait mieux dire.

(1) il est d'ailleurs trop facile de dire à ce propos: c'est la faute des chefs, s'il y avait eu un véritable parti révolutionnaire...; c'est le thème d'un article de Voix Ouvrière N° 28, 11/1/65 "Quand le Parti socialiste belge s'épure il exclut sa gauche"

Lettre d'un camarade belge (région de Mons-Borinage)

"Je regrette vivement de ne pouvoir vous documenter valablement à propos des grèves du Port d'Anvers et des pétroliers. Ce sont des phénomènes tellement traditionnels qu'on n'y attache plus d'importance. Si les grèves du port d'Anvers ont eu des répercussions internationales, c'est dû au fait que des dizaines de navires sont restés bloqués.

En fait, cette grève fut déclenchée non par des syndicats mais par des partis politiques totalement opposés, les communistes d'une part, et les nationalistes flamands d'autre part qui faisaient pression sur les syndicats. Personne ne s'est d'ailleurs ému quand le gouvernement décida de réquisitionner les grévistes (quelques centaines en tout) qui en fait sont les "seigneurs" parmi les travailleurs du port. Il ne fut jamais question d'émeute, de révolution, ni même de révolte. Les politiciens savent que les élections sont proches et c'était pour les nationalistes flamands l'occasion de faire un croc en jambes au gouvernement. Quant aux communistes leur rôle consista surtout à faire de l'agitation pré-électorale.

L'autre grève, celle des pétroliers fut organisée par les syndicats pour une question de salaires et une fois de plus sous la pression des nationalistes flamands (Anvers est leur citadelle- c'est important à savoir pour comprendre le phénomène).

Ces deux grèves ont donc très peu affecté la Wallonie. Seule la crainte du bourgeois de se voir sans mazout ou sans essence pour sa voiture le fit légèrement pâlir.

Impossible donc de fournir des témoignages puisque les grèves se sont déroulées à plus de 100 km de chez moi. Mais je commençais ma lettre en signalant que les grèves sont traditionnelles en décembre-janvier dans notre pays. En effet, toutes les grèves, généralement préparées par les syndicats se font toujours dans l'ordre (!) dépôt de cahier de revendications- réunions paritaires- dépôt de préavis de grève- intervention du Conciliateur gouvernemental (est-ce que ça existe en France?). En règle générale, on coupe la poire en deux et la grève est avortée. Ce fut récemment le cas chez les mineurs. Par contre les tramwaymen ont fait grève pendant 4 jours, puis la poire fut coupée en deux, et le travail a repris. Dans la confection c'est le moment où l'on obtient le plus facilement des satisfactions, aussi les grèves avortent-elles toujours.

En résumé, il n'y a pas eu de grèves spontanées en Belgique, mais bien des menaces pour obtenir des satisfactions avec l'accord des syndicats et sous leur contrôle. Et dans certains cas (comme chez les pétroliers et la capitainerie du port d'Anvers) deux partis extrémistes ou tout au moins opposés tentent d'en tirer un profit électoral.

Je n'ai rien vu d'autre. Les travailleurs sont encore très malléables, hélas ! "

oooooooooooo

(I)suite: Dans chacun des mouvements de l'après-guerre, les travailleurs qui s'étaient spontanément soulevés ont finalement suivi d'une manière ou d'une autre des organisations et des mots d'ordre politiques et n'ont à aucun moment, cherché à agir d'une manière autonome.

On retrouve ici le problème essentiel du mouvement ouvrier touchant l'organisation et l'action autonome des travailleurs.

correspondance

ACCORDS d'ENTREPRISE /

Nous avons analysé l'accord signé par les fédérations syndicales (sauf CFTC) et la société Messier (2400 salariés) - voir I.C.O. N° 32- Octobre 64)

À la suite de cet article nous avons reçu:

-une lettre portant en titre le directeur de cette société (René Lucien) et d'un allemand (Otto Gessler) qui semble être le théoricien de "l'association"

-un exemplaire du livre "l'association, doctrine sociale du monde de demain", rédigé par l'auteur (R. Lucien) à De Gaulle, et qui se réfère à un mouvement "La France et l'Europe". Nous en ferons l'analyse dans un autre numéro; cela rejoint toute la littérature sur la réforme de l'entreprise et les tentatives d'intégrer le travailleur dans la société d'exploitation.

-un long texte réponse aux syndicats que nous analyserons en même temps que le livre.

Dans la lettre, à laquelle nous ne répondrons pas, n'ayant pas l'intention d'engager un dialogue, il nous est demandé de "redresser" deux points:

1/ le patronat ne veut plus de délégués qui renient leur parole ("donnée en secret") (I.C.O. N° 32-p.II).

position patronale: "je tiens à préciser que nous ne tenons compte dans nos positions, que des décisions écrites ou de procès-verbaux ratifiés qui, après affichage, n'ont donné lieu à aucune réclamation de la part des intéressés. Cette précision est indispensable car elle est la traduction exacte de ce que nous pensons équitable".

2/ A la dernière ligne que les travailleurs ont été "duement informés" mais pas du tout consultés

position patronale: "si nos accords ont été, conformément aux textes en vigueur, signés par les représentants syndicaux, la discussion, par contre, a été menée en présence de ces derniers, par les délégués élus du personnel. Au cours des séances de discussion les délégués ont à maintes reprises ajourné leurs réponses pour pouvoir en référer à leurs camarades".

Quelques lignes ne suffisent pas à répondre, nous le ferons à propos de la critique du livre. Levons pourtant toute ambiguïté:

- la seule question essentielle pour nous est celle-ci: qui prend les décisions, qui fait les choix, au niveau de l'entreprise ou ailleurs, la collectivité des producteurs ou quelques uns.

- dans tout système qui laisse intact et absolu le pouvoir de décision de quelques uns (même si ce pouvoir est limité à quelques choix d'orientation essentiels) tous les aménagements tendant à "faire participer" les exécutants qui n'ont pas décidé eux-mêmes directement de ces choix, ne sont que des formes raffinées et modernes de la société d'exploitation.

- les dirigeants, en raison des structures modernes de la production ont besoin d'une "collaboration" plus étroite des travailleurs: tous les systèmes proposés essaient d'enfermer les travailleurs dans le cadre de l'entreprise tel qu'il

existe aujourd'hui - ou tel, qu'on veut le réformer (peu importe la formule, privée, d'Etat, technocratique, syndicale, etc.). Les soi-disant choix proposés aux travailleurs sont toujours des cadeaux empoisonnés, d'ores à un bout, l'enchaînement à l'entreprise à l'autre bout.

- dans ces aménagements, le délégué devient une institution de l'entreprise. Dirigeants syndicaux et dirigeants patronaux y trouvent leur compte: ils érigent en institution la fiction: syndicat ou délégué = travailleurs. Dans les observations du patron signataire de l'entreprise la parole des délégués syndicaux (ils le sont toujours puisqu'ils sont choisis avant élection par les syndicats) vaut la parole de tous les travailleurs. Comme dans le régime "démocratique" la parole d'un député vaut celle des électeurs. Tout travailleur sait la valeur de cette fiction et de toutes les affirmations "duement informés", "en référer aux travailleurs", "aucune réclamation",... Il n'est pas besoin d'en ajouter plus, nous nous comprenons, et peu importe que les gens de l'autre côté (dirigeants d'entreprise, délégués syndicaux, ou aspirants à l'un ou à l'autre) fassent semblant de ne pas comprendre ou ne comprennent pas. La réalité se chargera de les édifier sur ce point.

(dans l'anarcho-syndicaliste, N° 43- Novembre 61, Gatineau, 107 Rue Jean Jaurès, St Florent les Niort, D.S.- 10 pages, textes et commentaires sur les accords Messier).

(les camarades peuvent relire les textes sur les accords d'entreprise aux aciéries de Bonpertuis, Isère, I.C.O. N° 5- décembre 61, et N° 7, avril 62).

D'un camarade de NANTES: (sur la brochure Nantes-St Nazaire)

"j'ai pris connaissance des I.C.O. sur Nantes-St Nazaire. Il y a là bien sûr matière à discussion. Permetts-moi néanmoins de penser qu'étant en présence d'un rapport critique, cela ne facilite pas toujours la confrontation. Présenter les minorités révolutionnaires comme les seules qui ont tenté d'exploiter les événements et de présenter une version des faits souvent bien éloignés de la réalité (p.14) est à mon sens manquer d'objectivité."

D'un camarade de l'Aude:

" A deux reprises j'ai reçu des cahiers d'informations ouvrières et cela m'a intéressé au plus haut point, d'abord parce qu'ancien secrétaire de syndicat, et ensuite parce que ma profession de mineur de carrière "Granits des Pyrénées" me fait connaître beaucoup d'ouvriers espagnols et arabes; mais camarades un dur travail est à faire, pour émanciper cette multitude de travailleurs souvent analphabètes, comme c'est le cas des ouvriers arabes, d'une part, la peur du "patron" les salaires qu'ils trouvent élevés par rapport à ce qu'ils gagnaient en Algérie, le manque de confiance en l'homme qui leur dit qu'il faut lutter pour arriver à vivre décemment, tout cela ne se fait pas en un jour, je l'ai compris. Aussi vos cahiers d'informations me seront d'un précieux secours; sur une prochaine lettre je vous donnerai un compte-rendu de la situation dans les "Hautes-Corbières", capitale Tuchan, et vous verrez qu'elle n'est pas brillante en tant que syndicalisme, "avachissement, abrutissement de la jeunesse". Sport-Flipper-Tiercé- voilà les victoires de la 5è République. "

D'un camarade des Alpes-Maritimes:

"J'ai lu deux bouquins sur l'économie Yougoslave et russe- c'est à lire pour ne pas déconner à l'occasion d'une discussion ou d'un papier. Ce qui est clair pour la Russie par exemple, c'est que le va et vient préliminaire à l'établissement des plans ne descend pas plus bas que la direction des entreprises et que toutes les

"retouches pour améliorer le fonctionnement du système ne concernent que la classe dirigeante ("Destin de la Planification soviétique - Editions ouvrières").

"Pour la Yougoslavie, c'est plus nuancé, mais pas très différent, avec en plus une tendance plus marquée qu'en Russie vers un retour à des critères capitalistes, genre occident. ("L'Economie Yougoslave- Editions Ouvrières ").

D'un camarade de la Loire:

"Je reçois régulièrement les "canards" aussi je vous en remercie. Depuis quelques temps déjà je devais vous écrire, seule la négligence m'en a empêché. J'ai essayé de faire connaître I.C.O. dans la boîte où je travaille, je fais passer les exemplaires régulièrement, dans l'ensemble, il est bien lu. Mais sincèrement, je ne pense pas qu'il y aura d'abonnement. Si dans l'ensemble ces camarades reconnaissent les insuffisances et contradictions des syndicats, il est bien certain aussi qu'ils ne voient pas de possibilité d'action en dehors de ces derniers. Je fais connaître aussi I.C.O. aux copains du groupe libertaire, mais là, chaque copain a une liste importante d'abonnements de toutes sortes.

"Quant au contenu du "canard" je le trouve toujours plein d'intérêts".

Lettre de camarades de Paris (regroupés dans le G.L.A.T.- Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs).

Cette lettre est une mise au point des positions de ces camarades qui opposent, ce faisant, la formule de leur groupe aux rapports entre les camarades participant à I.C.O. Il appartient à tout camarade de dire ce qu'il en pense.

" A plusieurs reprises, dans le bulletin I.C.O. notre position a été présentée d'une façon qui ne nous paraît pas très exacte. Nous pensons donc qu'il serait bon de mettre sous les yeux des lecteurs du bulletin, la mise au point ci-dessous.

Dans le numéro de décembre d'I.C.O. notre bulletin mensuel "Lutte de classe" est classé parmi les publications prenant parti "pour une organisation révolutionnaire existante ou à faire", pêle-mêle avec des feuilles trotskystes ou bordighistes, ce qui ne peut que donner l'impression au lecteur non prévenu, que nous sommes un groupe de tendance bolchevik. Cette impression serait d'ailleurs renforcée par la citation que vous faisiez dans un précédent numéro, d'un fragment de la dernière page de notre bulletin, qui, tronqué et détaché de son contexte, prenait un sens tout autre que celui que nous lui donnons.

En fait, il n'est sans doute pas exagéré de dire que notre position réelle est aux antipodes de celle que vous nous attribuez. Notre groupe s'est constitué il y a bientôt six ans sur la base d'une critique radicale de toute forme d'organisation dans laquelle les décisions ne sont pas prises par l'ensemble des participants, sans délégation d'aucune sorte à aucun organe dirigeant, quel que soit son mode d'élection. C'est en fonction de cette position que nous avons refusé de participer à des groupes qui pouvaient paraître proches de nous, mais qui admettaient sous une forme ou sous une autre, la délégation de pouvoir faite par les militants à des "responsables". C'est également sur cette base que nous menons dans les entreprises où "Lutte de classe" est distribué, une campagne systématique en faveur d'une organisation ouvrière rassemblant tous les travailleurs sans distinction et dirigée exclusivement par des assemblées générales à la base.

Si nous préconisons un regroupement de militants, c'est précisément pour intervenir plus efficacement dans le sens qui vient d'être défini, et non, comme

dans le cas des organisations bolcheviks auxquelles vous nous assimilez, pour faire d'une "minorité agissante" une direction de la classe ouvrière.

D'un autre côté, il est vrai que nous considérons un regroupement des militants disposés à travailler sur ces bases comme tout à fait indispensable. Nous savons en effet, que dans la société capitaliste, il est extrêmement peu probable que l'immense majorité - ou même une minorité importante - de la classe ouvrière prenne tout à coup la décision de construire le socialisme. Le fonctionnement même du capitalisme créé à tout moment des inégalités dans le développement de la conscience de classe. Isoler les éléments qui ont eu la chance de parvenir à une compréhension suffisante de la situation, leur interdire l'action collective - seule efficace - au profit d'un vague prosélytisme individuel, c'est à notre avis faire le jeu des exploités, qui ne peuvent qu'applaudir des deux mains à cette paralysie du militantisme.

C'est dans cet esprit, que nous nous prononçons, en ce qui nous concerne, pour une action et une discipline de groupe, et que nous ne concevons donc pas que l'un de nous ait une activité politique - telle que la participation aux réunions d'I.C.O. - à titre purement individuel comme s'il s'agissait d'une distraction ou d'une simple relation personnelle. A ce sujet d'autres camarades sont parfaitement libres, bien sûr, de considérer que les réunions d'I.C.O. n'ont rien de politique mais pour notre part, nous appelons politique tout ce qui touche à la lutte des classes et en particulier le fait pour des travailleurs de se réunir pour discuter de la situation dans les entreprises. De même nous admettons fort bien que d'autres - en fonction de leurs positions - choisissent de participer à I.C.O. à titre personnel. Nous demandons simplement que l'on montre la même compréhension vis à vis de notre position à nous, qui exclut une solution de ce genre.

Sans doute sommes-nous un peu difficiles à classer selon les schémas traditionnels, n'étant ni sociaux-démocrates, ni bolcheviks, ni anarchistes. Il nous semble pourtant que nos positions constituent un développement logique - plus ou moins bien formulé, naturellement - de tout un aspect du mouvement réel de la classe ouvrière depuis le début du capitalisme. Nous sommes prêts à communiquer, à tous ceux que cela peut intéresser un résumé de ces positions. Nous sommes prêts également, bien entendu, à en discuter avec tous les camarades qui le désireraient. Mais la discussion, pour être utile, doit se dérouler dans la clarté et non à coup d'insinuations malveillantes. "

oooooooooooo

notes de lecture

"Les Clés du pouvoir" - Michel Drancourt - Ed. Fayard.

Le titre est catégorique. Michel Drancourt, rédacteur en chef de la revue "Entreprise" nous fait connaître les "barons qui nous gouvernent". Son livre se lit facilement, ce n'est pas un traité d'économie. Sa prose n'est pas celle d'un professeur, mais d'un propagandiste. Et la propagande, il ne nous la ménage pas. Place à la "libre entreprise", c'est-à-dire aux "managers" des grandes entreprises ! Mais à part cela, le livre est excellent. Lucidité frisant le cynisme lorsque l'auteur parle de la sélection naturelle, de la loi de la jungle, à propos de la lutte qui oppose les grandes firmes. Cynisme teinté d'humour lorsqu'il décrit l'ascension des candidats aux postes clés. Michel Drancourt parle en affranchi, avec désinvolture.

Mais sa propagande nous incite à ne pas le croire si affranchi que ça.

Michel Drancourt distingue technocrates et managers, bien qu'il s'agisse d'hommes issus d'un même milieu et ayant généralement la même formation. Les premiers opèrent au sein de l'Etat et des entreprises publiques ou semi-publiques les seconds dirigent les grandes firmes privées. La partie du livre qui traite des rapports de ces dirigeants, qui tiennent le devant de la scène, avec les "grandes familles", cette partie est quelque peu escamotée, de même que le rôle des banques Pour quelqu'un qui cherche les clés du pouvoir... enfin, passons.

Si donc nous négligeons l'apologie de la grande entreprise, les attaques contre le dirigisme des technocrates, la propagande pour une Europe qui favoriserait les grandes firmes contre les planificateurs, le pro-américanisme de l'auteur, le bouquin contient suffisamment de bonnes choses pour être lu avec intérêt.

L'auteur fait peu de place aux hommes politiques. Il corrige un peu son optique à leur sujet dans la dernière partie du livre, écrite après consultation d'une vingtaine de personnalités.

" Certes les managers et les technocrates ont besoin d'hommes politiques de traducteurs...

...Mais au total, si les hommes (politiques) changent, la présence de managers et de technocrates comme conseils du pouvoir est permanente, permanente à ce point qu'on peut se demander s'ils ne détiennent pas une partie essentielle du pouvoir de l'ère moderne ". (page 224).

Dans cette même dernière partie de son livre, Michel Drancourt atténue son pro-américanisme en donnant quelques chances à l'Europe (voir Civilisation américaine ou civilisation européenne, p.217 et suivantes). Mais il conclut:

"Les barons des temps modernes, managers et technocrates, doivent avoir un suzerain. Si un suzerain européen n'a pas la puissance suffisante pour parler d'égal à égal avec les grands du monde moderne, alors le suzerain s'appellera le système américain" (page 227)

La quatrième partie du livre, "Le pouvoir en question", est une des plus intéressantes. Michel Drancourt traite d'abord des pressions internes "qui tendent soit au partage du pouvoir et, de ce fait, à l'apparition de nouveaux centres de décision, soit à la modification de la philosophie dominante, soit enfin à la remise en cause du système ". Bien entendu, la contestation ouvrière n'est saisie qu'au travers des dirigeants syndicaux et politiques. On ne peut attendre d'un Michel Drancourt qu'il puisse tenir compte de la formidable contestation des travailleurs qui s'exprime malgré ces dirigeants.

Seconde catégorie de pressions auxquelles les puissants en place ont à faire face: les influences extérieures et en tout premier lieu, l'influence américaine.

En conclusion du chapitre consacré à la puissance de l'Etat, M. Drancourt déclare:

" qu'en dépit de l'importance de plus en plus considérable de la grande entreprise, c'est tout de même l'Etat et ses représentants, qui l'emportent dans les décisions économiques, qu'en fait la France est gouvernée dans une large mesure par des technocrates ". (page 103).

Mais managers et technocrates proviennent des mêmes milieux, des mêmes familles, de la même classe. Et si "les grandes familles bourgeoises ne sont pas assez

grandes pour installer aux postes de direction leurs seuls membres directs ou indirects, elles ont une politique de recrutement qui assure leur développement, voire leur pérennité ". "Nous sommes en présence du phénomène classique des sociétés non révolutionnaires, celui de la cooptation de l'élite et d'un des problèmes politiquement le plus profond: celui des règles de la cooptation ". (page II3).

Ces quelques citations pour montrer qu'il y a beaucoup à glaner dans "Les Clés du Pouvoir".

Nous n'avons pas parlé des quelques pages de la Conclusion, signées Louis Armand. Libre entreprise et Europe, c'est tout. L'académicien ne s'est pas fatigué.

oooooooooooo

DISCUSSION

Lettre d'un camarade de Voix Ouvrière (en réponse à une critique publiée dans I.C.O. N° 32-October 64- p.19).

"J'ai tenu à t'écrire pour exprimer mon désaccord au sujet de la critique que vous avez faite dans I.C.O. concernant l'exclusion d'un camarade V.O. de chez Chausson.

Ayant été exclu moi aussi de la C.G.T. avec un autre camarade dans des conditions sensiblement analogues (notre présence dans la CGT a duré un peu plus longtemps) je me sens particulièrement concerné par ce problème. C'est pourquoi je suis assez sensible à des appréciations qui sont données à I.C.O. sur l'interprétation de notre présence dans les syndicats. Je me souviens de cette remarque lue dans ICO " un trotskyste qui était dans un syndicat, pour disiez-vous, être dans une grande organisation de masse ".

A ces mots, on distingue toute une façon de penser. Une fois pour toutes, l'auteur de cette pensée s'est fait une idée sur le trotskysme, sur les tröskystes. (je t'avoue il est vrai que j'en connais des organisations officielles qui sont peu reluisantes). Il ne s'est jamais donné la peine de voir le travail que nous essayions de faire et la façon dont nous militons. Depuis 1946 où j'ai commencé à m'intéresser aux choses politiques, avec que tu connais de l'anarchisme au trotskysme je crois avoir connu et fréquenté pas mal d'organisations se situant à la gauche du PC Beaucoup de militants que j'ai cotoyés, mises à part les punaises de conférences que nous avons connues, étaient des militants du vendredi ou du samedi soir. Quelquefois une vente, un collage ou la rédaction d'un papier. Beaucoup de bavardages et pas grand' chose de sérieux, ce qui a poussé certains d'entre les meilleurs vers un activisme tout aussi stérile, où j'ai d'ailleurs trempé pendant un temps. Ma rupture avec l'anarchisme fut d'ailleurs provoquée par la forme du militantisme de ce milieu. Mon adhésion au trotskysme fut la rencontre d'un militant du groupe auquel j'appartiens et dont j'avais vu de mes yeux la conduite pendant la grève de 1947 chez Renault. Ce sont des choses vivantes qui ne peuvent être exécutées en quelques lignes sans appel dans un article d'une revue. J'ai connu aussi à la même époque les militants du PCI avec leurs méthodes qui n'ont malheureusement pas changé. L'entrée au syndicat stalinien,

"par exemple, déguisé en stalinien pour accéder à des responsabilités, est un des aspects de ces méthodes. Pour en revenir au sujet, je lis donc dans I.C.O. N° 32 d'octobre 64: "l'aventure d'un camarade de VO de chez Chausson qui voulait absolument être délégué du personnel sous l'étiquette CGT", et plus loin: "A notre avis il est bien inutile de provoquer ainsi artificiellement les bureaucraties syndicales.. car les camarades exclus et repérés apparaissent agissant pour une organisation politique tout comme les staliniens qu'ils ont démasqué. Pour VO qui veut construire le Parti Révolutionnaire, c'est peut-être bien ... etc ". Le camarade en question ne voulait pas "absolument" être délégué du personnel sous l'étiquette CGT. Ce camarade connu et apprécié de ses camarades tant dans son comportement journalier, qu'à cause des idées qu'il défendait, s'est trouvé un jour à faire acte de candidature comme délégué du personnel. Le scrutin de liste ne permet pas les candidatures libres. Seuls les candidats staliniens ayant reçu l'Imprimatur du PCF sont agréés. Pour l'ouvrier du rang, ce distinguo n'apparaît pas toujours. Même s'il est du PC le "délégué" est souvent un ouvrier qui, pour des faits mineurs se dépense pour ses copains. Il arrive que le délégué ait l'approbation de ses camarades. Le scrutin de liste ou d'atelier les ouvriers ne le connaissent pas. Tout le monde peut être à la CGT, être délégué disent les staliniens. Nous pourrions dire le contraire dans une revue comme I.C.O. ou dans le journal Voix Ouvrière, mais si nous n'avons pas de militants à l'atelier pour en faire la preuve dans les faits, personne ne nous croira. On a demandé à ce camarade qui critiquait les grèves tournantes, de faire amende honorable pour être délégué. C'est son refus qui a provoqué la réaction des bureaucrates. Les ouvriers de son coin font le distinguo sur le scrutin de liste. C'est peu, direz-vous, d'autant plus que les staliniens pour lui comme pour moi chez Renault, font courir les bruits les plus calomnieux et que malheureusement certains ouvriers se laissent abuser. C'est pourtant la seule méthode. On milite sur le lieu de travail, et c'est ce que les staliniens craignent le plus. Que la bagarre idéologique se déroule dans livres et journaux peu leur importe, mais lorsqu'on rentre dans la chasse gardée qui est l'usine, gare aux coups !

Que vous pensiez qu'il soit bien inutile de provoquer ainsi artificiellement les bureaucraties, ce n'est pas sérieux. Que l'on nous compare à des leaders qui se disputent l'audience, ça me rend un peu amer, moi qui, à 40 ans, m'obstine toujours à militer à l'usine. C'est pourquoi j'ai tenu à t'écrire. Je crois que pour militer efficacement et honnêtement, il faut aimer les ouvriers de sa classe, il est facile de les mépriser (leur télé, frigo, voiture, etc..) il est plus difficile de les comprendre. Si j'en crois les résultats que j'ai personnellement chez Renault, bien minimes évidemment, c'est parce que j'ai une attitude humaine qui m'a amené à bien des dépannages de mes camarades de travail. Et si j'ai des amis, des copains au boulot, si les staliniens ne m'ont pas encore assassiné, c'est je crois, parce que je suis intégré dans cette classe que je comprends, même s'il m'arrive parfois de l'engueuler. Et la position d'I.C.O. qui est celle de l'attentisme et du renoncement, ne vous permet pas de prendre de si haut celle de militants qui n'hésitent pas à combattre parmi leurs frères de classe. Il est trop commode de dire qu'il ne faut pas se "désigner". Trop commode aussi d'être dans la classe en spectateurs, en journalistes, qui se contentent seulement de rapporter une fois par mois dans un bulletin confidentiel ou dans une réunion d'initiés ce qu'ils ont vu dans une classe qu'ils observent, mais dont en fait, ils ne se sentent pas solidaires. "

Réponse à ce camarade:

"Tu as raison de dire que nous avons une idée sur le trotskysme mais tu as tort de dire que le camarade qui a écrit l'article sur Voix Ouvrière "ne s'est jamais donné la peine de voir le travail que vous essayez de faire et la façon dont vous militez ".

Nous pouvons juger VO non seulement d'après le contenu du journal, mais aussi d'après les contacts que certains d'entre nous ont eu avec des militants de VO sur leur lieu de travail ou individuellement:

- le contenu de VO ne permet nullement de dire que vos perspectives et vos méthodes sont différentes des trotskystes traditionnels; la profession de foi affirme la fidélité à la tradition de Lénine et de Trotzky pour construire un parti; VO a porté pendant longtemps la mention "pour une direction révolutionnaire du syndicat", c'est-à-dire pour une orientation des syndicats conforme aux perspectives du parti. Quelle différence avec toutes les organisations pour qui l'entrée dans le syndicat est une tactique, comme l'entrée dans n'importe quelle organisation existante (partis politiques, organisations de jeunesse, etc...) pour y recruter des adhérents. Le militant de VO qui entre à la CGT ou dans une organisation stalinienne, se déguise en cégétiste ou en jeune du PC, en syndicaliste convaincu comme tous les trotskystes ont pu le faire depuis près de 40 ans. Cette théorie de l'organisation, cette méthode pour la construire, ces moyens pour la maintenir, tout cela se retrouve chez tous ceux qui pensent qu'il faut construire un parti formé d'une minorité de révolutionnaires qui seront les dirigeants du prolétariat. C'est un point de vue que tu peux avoir et alors tout est logique et nous ne comprenons pas pourquoi tu éprouves le besoin de dire que c'est autrement à VO.

- plusieurs camarades d'I.C.O. ont été en contact avec des camarades de VO, certains dans leur entreprise. Celui qui rédige cette lettre a entendu un militant de VO lui dire que ce qui comptait, c'était "faire de l'agitation"; il a vu la manière dont un "militant professionnel" s'y prenait pour tenter de rallier des contacts d'entreprise, il en a vu un autre entrer souterrainement à la CGT. Tu connais tout ceci mieux que nous, et il n'y a pas à le dissimuler puisque cela est normal dans votre conception du parti.

Il est difficile de dire en peu de mots en quoi nous ne sommes pas d'accord avec ces conceptions et ces méthodes. Mais, nous allons essayer de le résumer:

Les conceptions des ouvriers sur une société de l'avenir ne peuvent pas être formées arbitrairement par la propagande des syndicats et des partis. Ces conceptions sont le produit naturel de la forme de la lutte de classe des ouvriers. Ils projettent dans l'avenir la forme de leurs organisations de lutte.

Avec la constitution de grosses unités industrielles, les travailleurs se trouvèrent organisés sur une grande échelle et les dirigeants des partis et des syndicats se présentèrent à eux comme les généraux d'une grande armée. Le travail essentiel concernant la tactique de l'organisation des mouvements pratiques était surtout la tâche des dirigeants, les travailleurs n'étant en principe que des exécutants. Les idées dans un socialisme d'Etat, dans la constitution d'organisations centralisées comme les partis et les syndicats se trouvent dans le fait que les travailleurs projetaient dans leur vision révolutionnaire l'image des structures qu'ils vivaient et où leur rôle était celui d'exécutants; mais aussi dans la possibilité qu'ils avaient (et ont encore maintenant) d'élargir leur base de vie sous le capitalisme grâce aux méthodes parlementaires et aux syndicats fortement centralisés. Tant que cela paraît possible, les idées vers un socialisme véritable ne peuvent pas se développer d'une manière consciente.

Mais les mouvements ouvriers plus ou moins indépendants des organismes officiels dans les pays industrialisés, les grèves sauvages, la formation de conseils, indiquent que la confiance dans les méthodes parlementaires, dans les organismes centralisés, artis et syndicats commence à être ébranlée. Cela veut dire que si le parlementarisme et la collaboration des syndicats avec le capital ne fournissent plus assez de résultats pour la classe des salariés, il sera inévitable que se créent de nouvelles formes de lutte ou que la direction de la lutte repose dans les mains des participants.

Si cette forme de lutte devient courante, ancrée dans la mentalité ouvrière, les opinions des travailleurs concernant une société socialiste prendront la forme d'une société gérée par la population laborieuse elle-même. Si les travailleurs

ne peuvent gérer la société, d'autres le feront à leur place, et ce sont les travailleurs qui en subiront les conséquences. Actuellement il leur manque cette conviction qui ne peut être que le produit de la lutte contre l'état, les partis et les syndicats

Des groupes de camarades comme VO ou ICO partent de la même constatation que les méthodes des partis et des syndicats ne peuvent donner satisfaction aux travailleurs et que d'autres formes de luttes sont nécessaires. Seulement VO pense que les méthodes traditionnelles ont échoué parce qu'elles n'ont pas été assez appliquées avec assez de rigueur et qu'il s'agit de forger la "bonne" organisation sur le modèle bolchevik, les camarades de VO escamotent l'analyse de plus d'un demi siècle du mouvement ouvrier et posent comme principe que quelques hommes (une avant-garde) peuvent façonner les événements. Tout ceci nous divise profondément; nous pensons que vous regardez en arrière sans tenir compte de ce qui se passe dans la société présente.

Une partie importante de ta lettre relate tes propres conceptions de militant; ces conceptions se relient au rôle que doit jouer dans ta pensée une organisation comme VO. C'est normal, mais dans ton exposé, tu laisses penser qu'il suffit de mettre en avant sa "bonne tenue" de militant pour prouver la justesse de la tactique de l'organisation à laquelle tu appartiens. Il peut paraître étrange que, pour répondre à la critique faite à VO tu te mettes toi en avant, et que tu tentes ainsi d'identifier ce que tu peux faire avec ce que peuvent faire tous les camarades de VO.

Quelle que soit ton attitude sur ton lieu de travail, je pense que tu restes un militant de VO. Or, cette attitude chez tout militant ouvrier, conduit à considérer qu'il agit en toute circonstance pour le compte de l'organisation dont il fait partie. D'ailleurs je suppose que, comme militant de VO tu es soumis aux décisions de l'organisation (par exemple défendre la politique définie dans l'éditorial) et que, si ces décisions sont contraires à ce que pensent les travailleurs, tu auras un choix à faire entre VO ou les travailleurs. On peut même penser que ce choix tu le fais chaque fois que tu agis dans un certain sens dans ton atelier, parce que tu ne peux séparer réellement le militant de VO et le militant ouvrier.

C'est ce qui te conduit à parler de toi pour défendre VO. Ce que tu dis à ce sujet, n'importe quel militant syndical, stalinien, etc... pourrait en dire autant. Ce que tu dis des raisons pour lesquelles tu milites: "il faut aimer les ouvriers de sa classe..." (en passant on peut remarquer que pour un militant d'une organisation qui se réclame du marxisme, ta position n'a rien de marxiste). Par exemple, si comme tu le dis, les staliniens ne t'ont pas assassiné, ce n'est pas parce que tu es "intégré" dans la classe ouvrière, c'est parce que le rapport de forces actuel (qui tient à plusieurs facteurs, dont l'un est la résistance globale des travailleurs à l'emprise du PC) empêche le PC d'éliminer les opposants de cette manière.

Ce qui nous paraît important dans ce que tu dis, c'est la contradiction entre ta volonté d'affirmer en paroles et en actes que tu es "dans" la classe ouvrière, alors que tu en fais partie puisque tu es ouvrier chez Renault. Serait-ce que, comme militant d'une organisation, tu te sentes bien en dehors des ouvriers au point d'affirmer ainsi que tu les aimes. On n'est pas "ouvrier" ou "solidaire" parce que l'on "aime". On est ouvrier et on a le comportement de ceux qui font partie de la classe ouvrière. Il n'est pas nécessaire d'en faire une montagne, ni de se comporter comme un curé à l'égard de ses ouailles vis à vis de ceux que tu appelles tes "frères de classe". La lutte de classe existe indépendamment de toute organisation, simplement parce qu'il y a des classes sociales. Elle est le fait des membres d'une classe considérée collectivement et non le fait d'une minorité. Tu ne participes pas à cette lutte par ta volonté, mais simplement parce que tu fais partie de telle ou telle classe. C'est ton droit de penser que les travailleurs doivent être entraînés par une minorité agissante organisée en parti, et de croire que l'action de cette minorité est l'action de la classe ouvrière parce que la classe ouvrière est l'objet de cette action. Tu te situes ainsi dans la classe ouvrière et à l'extérieur de cette classe. C'est pour cela que tu éprouves le besoin de justifier vis à vis de toi-même tes 20 années de militantisme dans l'usine.

Tu fais l'injure aux camarades d'I.C.O. de considérer qu'ils sont des "observateurs" et que leur position est celle "de l'attentisme et du renoncement". (je passe sur d'autres propos comme "bulletin confidentiel...réunion d'initiés..") Nous savons que c'est la réputation un peu méprisante que l'on accorde à ICO dans les milieux dits "révolutionnaires". Il semble que tu juges ici ce que tu connais mal peut-être d'après des impressions anciennes. Eh bien non, les camarades d'ICO ne sont pas des spectateurs, ce sont des travailleurs comme toi, qui prennent position et s'engagent sur leur lieu de travail - en tant que travailleurs, et non comme militants d'une organisation. Tu ne trouves peut-être pas le reflet de cet engagement dans les pages d'ICO, mais le bulletin n'est pas un organe de propagande, mais d'information de discussion, de réflexion. Le contenu diffère de celui de VO en raison des divergences VO est pour l'action d'une minorité et est un organe d'agitation et de propagande, il s'agit de persuader et d'entraîner. ICO essaie de faire réfléchir les travailleurs parce que nous pensons qu'il n'est pas d'action valable si elle n'est pas le fait de travailleurs conscients de ce qu'ils font et où ils vont. Ce que chacun fait personnellement dans son entreprise, aucun d'entre nous n'éprouve le besoin d'en faire un drapeau ou un exemple.

Venons-en au cas du militant VO de chez Chausson; notons en passant que tu n'en parles qu'après avoir parlé de ta propre action de militant alors que ce n'est un secret pour personne que l'implantation de VO est très variable suivant les entreprises où des bulletins VO sont diffusés et qu'elle revêt parfois un caractère artificiel (c'est normal pour une organisation qui cherche à se créer et à s'étendre, mais toujours, ce doit être dissimulé parce que l'organisation doit apparaître comme une et forte, toujours par nécessité de propagande).

Les expériences de mise en minorité des délégués des syndicats peuvent se référer à deux situations possibles:

- au cours d'une lutte: il peut y avoir à un moment donné, rupture entre la volonté des travailleurs et l'orientation des syndicats, quant aux revendications et quant à l'action à mener. A ce moment, la démystification est totale et le rôle du syndicat (et du parti) apparaît clairement aux travailleurs, même si, pour différentes raisons, cette démystification ne débouche sur rien. Les militants d'entreprise n'y sont pour rien, c'est le déroulement de la lutte, c'est-à-dire un ensemble de rapports sociaux qui ont amené cette situation que l'on peut qualifier de "révolutionnaire" parce qu'elle marque une rupture totale avec tous les cadres sociaux qui s'imposent habituellement aux travailleurs et à l'intérieur desquels leurs luttes restent souvent enfermées. L'intervention d'un ou de plusieurs travailleurs peut être important à ce moment pour faire apparaître clairement le sens réel de l'action, la mener jusqu'où elle peut se développer, en dépit des manœuvres des organisations et des déviations que les uns ou les autres tentent de lui imprimer. Ceux qui paraissent prendre la tête dans ces moments, ce ne sont pas toujours des "militants", ce peut être tout travailleur n'ayant aucune formation antérieure. D'autre part, l'intervention d'un militant d'organisation dans de telles circonstances peut orienter l'action dans des voies qui provisoirement servent l'organisation en question, mais vont à l'encontre de l'intérêt réel des travailleurs, c'est ce qui se passe par exemple en cas de rivalités entre syndicats dans lesquelles les autres se sont trouvés enfermés, quitte à se trouver elle-même devant les mêmes contradictions dans d'autres circonstances.

De telles situations d'opposition radicale entre les travailleurs et les organisations au cours d'une lutte sont assez rares jusqu'à présent en France; leur manifestation claire dépendant de l'évolution des rapports entre les syndicats et les partis d'une part et l'état et l'entreprise capitaliste d'autre part. Cela est déjà arrivé chez Renault en 47; quelques camarades d'ICO l'ont aussi vécu (Mors, Assurances Générales); les manifestations des mineurs à Lens à la fin de la grève de 63 en sont un autre exemple. Nous trouvons dans ces faits, non pas la nécessité de la formation d'une organisation mais le sens d'une évolution qu'il s'agit de comprendre et d'expliquer. Pour nous, il ne s'agit pas de reconstituer un encadrement

mais de faire comprendre aux travailleurs qu'ils doivent créer leurs propres formes d'organisation.

-en dehors des luttes: on peut toujours si l'on est persuadé de la nécessité d'une action, utiliser les petits faits mineurs, politiques en général, pour provoquer les réactions des stalinienens et des mesures qui peuvent ensuite être exploitées auprès des travailleurs; c'est une méthode de propagande habituelle dans toutes les organisations. Cela devient un jeu, une rivalité d'organisations. A notre avis, les incidents de la Saviem, chez Neyrpic, l'exclusion de la CGT chez Chausson s'apparentent à ce travail de propagande. Cela n'a rien à voir avec la lutte de classe car celle-ci passe en dehors des organisations. Il est possible que des travailleurs soient entraînés par vous au cours de telles opérations, tout comme les syndicats et les partis entraînent des travailleurs dans leurs propres manifestations. Mais en général, elles ne pèsent pas lourd dans le mouvement ouvrier ou bien elles ne sont que l'apparence de luttes qui se seraient déroulées de toute façon et toute autre manière. Ce que tu écris sur le camarade de chez Chausson nous fait bien penser, comme nous l'avions souligné qu'il s'agit d'une action entreprise par un militant VO, en dehors d'une lutte et que pour cette raison elle garde un caractère artificiel. Tu le confirmes toi-même quand tu écris qu'il est nécessaire d'agir ainsi pour qu'on vous croie.

C'est en cela que les camarades d'ICO se séparent des camarades de VO. Nous ne militons pas pour faire croire que nos idées sont bonnes, qu'elles sont vraies. Nous militons pour que les travailleurs comprennent où est leur intérêt de travailleurs dans les luttes et qu'ils agissent en conséquence. Nous bagarrer contre les partis et syndicats, les déloger de leurs positions, être délégués du personnel ou membres d'un bureau syndical, cela ne nous intéresse absolument pas: la lutte de classe n'est pas là. N'en conclus pas hâtivement que nous restons passifs et immobiles ou que nous nous tournons les pouces en attendant les grands événements qui viendront combler notre impatience. Nous prenons la lutte de classe telle qu'elle existe, aussi bien quotidienne qu'autrement, et chacun de nous s'engage sur ce terrain autant que tu peux le faire, mais comme travailleurs, pas autrement. Si ICO établit la liaison entre des camarades d'entreprises ayant cette même position, nous ne voulons pas donner une formule d'organisation même sous la forme de noyaux autonomes d'entreprise. Nous savons par expérience que de tels noyaux ne peuvent vivre que dans des périodes de lutte limitées et qu'ils doivent être constitués par les travailleurs (et non de l'extérieur) à la mesure des nécessités de leur lutte."

oooooooooooo

encore une grève syndicale

et c'est un maillon de plus que syndicats, gouvernement et patronat forgent sur la chaîne qui enserme les travailleurs. Démêler les manoeuvres des uns et des autres, c'est de peu d'intérêt. Ce qu'il est important de dégager c'est que chaque "victoire" d'une journée de grève s'accompagne d'une dépossession de l'initiative des luttes au profit de l'appareil syndical.

Nous avons déjà signalé les effets de la loi anti-grève (La loi renforce les syndicats- I.C.O. N° 2I- août-sept. 63), le résultat des luttes contre les licenciements à Trieux, Nantes-St Nazaire (brochure ICO) dans la mise en place d'institutions- chasses gardées syndicales- destinées à amortir les chocs du capitalisme, la réglementation indirecte de la grève à la SNCF ou dans les PTT lors de la grève du 11 décembre.

Cette fois-ci, il y a eu accords directs entre gouvernement, direction de l'EDF, et directions syndicales sur des prétendus besoins prioritaires et des directives des fédérations syndicales pour faire travailler 15.000 agents sous le

contrôle des directions.

Autrefois les comités de grève (syndicaux bien sûr, mais composés quand même d'ouvriers en contact avec la base) décidaient de l'attribution du courant: c'était très important. Dans une grève, une parcelle du pouvoir social (le seul pouvoir) passait aux grévistes -c'est-à-dire aux travailleurs eux-mêmes ou aux syndicats dans la mesure où les travailleurs s'abandonnaient aux mains des délégués. Mais rien n'était jamais joué.

Aujourd'hui, tout est joué d'avance. Le journal patronal, Les Echos, (25/I/65) ne s'y trompe pas :

" Cela signifie que ce sont les directions et non plus les comités de grève qui seront responsables de la marche de l'entreprise...

"...il faudrait à la veille de chaque mouvement ouvrir de nouvelles négociations sur les limites de la grève... Il n'est donc pas exclu que ce système ne s'étende à d'autres secteurs ..."

Tant mieux, après tout. Les masques tombent peu à peu et les travailleurs pourront avoir "leurs" grèves (celles qu'on appelle "sauvages") en face des grèves "syndicales" officielles.

CRITIQUES

oooooooooooo

DES CRITIQUES SUR I.C.O. /

POURQUOI avoir parlé de l'affaire Rassinier (N° 35-p.7) cela n'a pas sa place dans ICO car mis sous cette forme, qui cela peut-il intéresser? Ou on donne toutes les explications, ou on n'en donne pas.

ECRIRE en français: le 1° paragraphe, page I, N° 35 est bien mal écrit, on peut croire à le lire que la CGT n'a jamais fait campagne pour les heures supplémentaires alors qu'elle y poussait officiellement de 45 à 47 (produire, produire, etc..)

POURQUOI rendre compte de bouquins de technocrates? Qu'avons-nous à faire de la pensée des Naville ou autre Dumont? Ce sont des suppôts du capitalisme, ce n'est certainement pas ce genre de prose qui fera prendre conscience aux ouvriers.

AUX REUNIONS: chacun se borne à parler des mouvements de boîtes...mais en fait ce ne sont que des revendications..Il semble qu'il y aurait pourtant des discussions fort importantes tant sur la politique intérieure qu'extérieure, par exemple, et qui ramèneraient à la condition ouvrière.

IL FAUDRAIT EVITER: que des camarades prennent position en tant que "membres du groupe" chacun doit y venir avec son expérience de travailleur. Si ICO devenait un cartel d'organisation où chacun amène sa "position de son groupe" il serait sans aucun intérêt.

LA REPOSE à ces critiques, chacun peut la faire, approuvant ou désapprouvant, apportant des suggestions.

oooooooooooo

licisons

REUNION des camarades de Paris: samedi 16 janvier 65.

22 présents (assurances Générales, Crédit Lyonnais, Enseignement, imprimerie, Jeumont, (constructions électriques) PTT, Renault-Saviem, Sud-Aviation, ouvriers et employés de petites boîtes (matériel d'imprimerie, métallurgie) étudiants.)

Les informations d'entreprises: figurent dans la rubrique sur les travailleurs en France.

Un camarade appartenant au Groupe de Liaison et d'Action des Travailleurs (GLAT) lit une mise au point sur leurs positions. Un camarade s'opposant à la publication de ce texte, d'autres camarades font observer qu'une telle attitude est contraire aux positions que nous essayons de faire prévaloir à I.C.O. Si une discussion doit partir de ce texte, sur l'action des minorités rien n'empêche de la mener dans le cadre d'I.C.O.

Différents mouvements en Angleterre, en Belgique, aux U.S.A., en Algérie, sont évoqués. Lecture est faite de lettres de camarades de la Loire et de l'Aude

Parlant de la situation en Indochine, un camarade souligne que les travailleurs de ce pays se trouvent dans les mêmes problèmes que les ouvriers en Europe ou aux USA. Le travail dans les syndicats n'a pas plus de sens car, pratiquement étatisés, on y trouve la même corruption qu'ailleurs; toute lutte se trouve prise dans le piège du nationalisme. La situation des travailleurs algériens est aussi difficile; ils sont pris entre les matraques des flics de Ben Bella et l'exploitation de leurs patrons, entreprises européennes, bourgeoisie algérienne ou entreprises d'Etat, entre une bourgeoisie et une bureaucratie qui se disputent le pouvoir.

Un camarade ayant soulevé le problème du nationalisme (notamment en se référant à la guerre d'Algérie - être ou ne pas être pour le FLN), le camarade indochinois explique qu'en 1945 les partisans d'Ho Chi Minh se fichaient de la lutte contre l'impérialisme et se préoccupaient d'abord de tuer tous les opposants politiques. Pour un colonisé soutenir ou non le nationalisme, c'était soutenir ou non un appareil bureaucratique, c'était choisir entre de nouvelles chaînes ou la mort.

La discussion reprend alors les thèmes débattus au cours de la guerre d'Algérie soutien au FLN (lutte pour l'indépendance de l'Algérie) avec toutes les équivoques de ce mot d'ordre (comme ceux de la Résistance), ou bien lutte contre l'ennemi de classe en France, c'est-à-dire son propre capitalisme: action contre la guerre (si possible) mais aussi soutien de n'importe quelle lutte revendicative qui peut rendre difficile, sinon impossible la conduite de la guerre.

Des camarades jeunes pensent que ces questions sont du radotage de vieux et qu'elles ne présentent pour eux que peu d'intérêt.

Si un nombre suffisant de camarades sont toujours intéressés, nous pouvons envisager (sans clore le débat) de rééditer un ensemble de textes sur le nationalisme (discussion née du problème algérien) les uns venant du groupe Noir et Rouge, les autres d'une discussion entre les camarades du groupe communistes de Conseils. Adresser accord à I.C.O.)

afrique du nord

ALGERIE: des grèves contre la "patrie socialiste"

Pendant tout le mois de décembre des grèves ont éclaté dans les principaux centres algériens; on en sait bien peu de choses.

- 4 jours de grève totale des 5000 dockers d'Alger (port autonome, organisme semi-public), réclament 20% d'augmentation, mais qui ont repris avec une prime journalière de 2.50F après l'intervention du gouvernement algérien hostile à toute augmentation de salaire.

- augmentations de salaires aussi, après des grèves dans des usines de sociétés françaises: Sati-Michelin, Etablissements de Durafour, St Frères, Peugeot.

- contre des licenciements aux chantiers de construction du pipeline Hassi-Messaoud-Arzew (société d'Etat).

- contre le retard dans le paiement des salaires sur un chantier public de construction (Hôtel Aurassi) -

- Manifestations de quelques centaines d'ouvriers des Manufactures de Tabac (ex-Bastos) à la villa Joly (résidence de Ben Bella) pour protester contre le retard dans l'établissement d'un statut. Dispersion par la police.

Le syndicat unique - l'UGTA - a condamné les grèves spontanées. Alger Républicain (quotidien du Parti Communiste algérien passé sous contrôle FLN) écrivait le 9 janvier:

" Comment se fait-il que les travailleurs en arrivent à utiliser dans un pays qui édifie le socialisme pour eux et pour leurs enfants, l'arme ultime de la grève dans une période d'activité où elle ne manque pas de nuire aux finances et au développement de la patrie?... Trop de mouvements revendicatifs sont déclenchés sans que les responsables de l'UGTA soient consultés, ni même avertis "...

Depuis deux ans, la direction de l'UGTA est liée étroitement au FLN: c'est la conception classique du syndicat, instrument de la politique du parti au pouvoir (un dirigeant de l'UGTA est ministre du Travail).

Or, les cadres syndicaux d'entreprises semblent vouloir être autre chose que des instruments et voudraient pour eux une part plus grande dans la gestion des entreprises industrielles privées; ce qui va à l'encontre de la politique du pouvoir, à l'égard des sociétés capitalistes, principalement françaises. "Syndicalisme mal adapté " titre Le Monde du 13/1/65.

Quant aux travailleurs, s'ils peuvent faire grève "sur ordre" pour servir la politique du pouvoir, ce droit leur est contesté au nom de la "patrie" dès qu'il s'agit d'avoir du travail, un salaire ou même de se faire simplement payer c'est-à-dire de leur intérêt.

LETTRE d'un camarade d'ALGER:

" Je vous demande de vous souvenir que mes précédentes lettres (d'il y a un an..) ont été rédigées de façon à prêcher avant tout l'indulgence et la patience... J'ai demandé de ne pas les brusquer mais de leur laisser le temps qu'il faut pour qu'ils s'y adaptent à leur situation nouvelle. Serais-je impatient à mon tour? Je crois que les trois années qui vont être bientôt passées comportent bien des significations pour peser cette fois-ci le résultat. C'est dans ce sens que je fais ce papier en relatant des faits et circonstances et vous prie de m'excuser si la clarté fait un peu défaut mais les détails ci-après font pour moi un ensemble

indissoluble.

Grèves à Alger: non seulement au Port, mais aussi aux Tabacs (SNTA= Sté Nationale des Tabacs et Allumettes). Comme le mouvement n'a pas été général, le "Pouvoir" a fait aligner ses C.N.S. (C.R.S. en France) et on s'est borné à virer les mécontents. Depuis "tous est rentré dans l'ordre"... Les mécontents ont été naturellement qualifiés de "contre-révolutionnaires"...

Au Port: comme fait indéniable, il y a eu un mouvement d'une semaine de grève au port. Disons le honnêtement qu'en Algérie il y a actuellement beaucoup trop de mécontents par rapport au peu de satisfaits (ces derniers = favoris du régime sinon les mignons du Roi ?) Nous sommes assez loin de Juin 62 pour dire que le mécontentement de la masse n'est pas l'oeuvre des contre-révolutionnaires mais la faute des responsables qui ont une politique stagnante de mendicité. L'observateur averti voit que le mouvement au Port d'Alger n'est pas encore le signal d'un mouvement plus vaste. Nous pouvons le considérer comme un signe d'avertissement. Il faut encore quelques mois pour que le malaise social pousse la masse nonchalante à rompre les chaînes d'un régime (policier), et il faut aussi que certains pays étrangers (USA-Chine) fournissent éventuellement des armes ! Personnellement je considère cela comme plus que probable !

Que s'est-il donc passé au Port d'Alger?

Depuis septembre 64, on disait ouvertement à Alger que Boumendjel doit sauter. En décembre, ce fut décidé et en janvier c'est Zaïbek qui reçoit le portefeuille démembré d'un ministère de TP, puis la reconstruction passe aux mains de l'ancien secrétaire de Ben Bella tandis que Zaïbek ministre des PTT et des TP se voit "doublé" par un secrétaire d'Etat, ancien administrateur de la SN.REPAL... Boumendjel ayant "kabylisé" son ministère, et malgré que le tout puissant ACHOUR soit en tête pour détournements, il y a encore des fragments de son ancien clan qui y tiennent, il faut donc "dékabyliser". L'ex-chef de cabinet de Boumendjel, Mouloud AIT KACI étant directeur au port d'Alger -licencié en droit par la France- a bien tissé les ramifications dans son service. Un ingénieur d'origine bretonne, nommé COUDERC, marié avec une parente à Boumendjel (ah! les mariages mixtes !) commande la subdivision de l'outillage tandis que KLIOUA, Kabyle, catholique, buveur de whisky et pédéraste authentique, revendiquant la nationalité française, manipule la subdivision de la Statistique et de la main d'oeuvre, cumulant ces fonctions avec le titre de l'Inspecteur de Travail des dockers... puis un autre, Kamal CHEROUATI, ex sous-lieutenant, sorti de CHERCHELLE, ancien officier de S.A.S. avec les minables bagages d'un instituteur de formation accélérée, se voit "nommé" à la place des trois ingénieurs subdivisionnaires: bâtiments, travaux maritimes, et bureau d'études; et pour terminer avec le tableau de l'Etat major du port, parlons aussi de son secrétaire général. Il y avait le nommé BEN HALLA, ex commentateur de la TV française à Alger, ex sous-préfet de l'Algérie Française de Tlemcen, il est foutu le camp d'Alger, et ayant opté pour la nationalité française, il est actuellement journaliste à Paris, à la RTF. Sa succession est disputée par un nommé DJOUAHER et son acolyte SALMI. Djouaher, ex instituteur quelque part en France... emporte et la victime ne sera pas Salmi, mais un vrai cadre, le nommé RADJEF, ingénieur qui se voit tellement emmêlé à la tête de la subdivision de l'exploitation commerciale du Port qu'il démissionne. Succède d'abord par un grec de nationalité d'outeuse, Salmi le relève finalement.

Voici les messieurs qui ont la prétention de "diriger" le port d'Alger, pour le plus grand bien des ouvriers.

plus bas, nous voyons par exemple ce HENDEL Messaoud, ancien ouvrier menuisier qui est "conducteur de travaux"... un autre, ancien chauffeur d'un directeur également "promotion sociale", etc... prônant les ouvriers et mouchardant...

Les délégués du personnel? Malgré qu'ils mettent leur cravate du dimanche, le directeur les fout à la porte avec leurs revendications... et c'est tout. Syndicat? Parlons-en. D'abord pas d'esprit de syndicat parmi les ouvriers qui ont peur de perdre leur place, puis ce qui est pis, encore moins d'esprit de syndicat à l'UGTA. Je vous ai déjà dit que l'UGTA est une boîte aux lettres de la Villa Joly. Son rôle consiste à "prendre la température des ouvriers"...

Donc, le mouvement au port a eu d'autres sources. Sinon? Les CNS l'auront écrasé comme aux Tabacs.

La réalité, c'est que les âmes charitables ont bien voulu aider les "revendications" afin de faciliter la "purge" à venir contre les résidus de l'équipe Boumendjaliste. Ils ont demandé un rajustement de salaire par suite de réduction des heures d'activité. Et ils ont obtenu...un tout petit peu.. N'ayant pas été bâclés comme aux Tabacs, c'est la preuve que leur "mouvement" a été bel et bien béni d'en haut. La révision des salaires du port (été 64) a déjà enlevé les avantages que les ouvriers ont arraché aux Patrons... avant l'Indépendance (supplément familial, etc...) Ce décret fabriqué par AIT KACI démontre le sens de leur socialisme.

Après ces détails sur la grève, il faut le dire, ça va de mal en pis à Alger. D'ailleurs, il faut s'y attendre. Quand le pays aura connu la misère noire, il se peut que la masse fournira des responsables capables.

Qu'on attende la fin des accords d'Evian.. L'Economie décidera, en fonction de ce que De Gaulle réserve comme coup à nos . En attendant on enlève, on torture, les écrivains "FFS" se laissent voir, par exemple sur la route entre Tizi-Ouzou et Philippeville. On retient les impôts sur les salaires, et on presse les étrangers à payer le maximum avant leur départ, on bombarde les incapables de titres enviés, créant l'atmosphère 33/35 d'Allemagne...

L'aide des pays étrangers et la richesse que les Pieds noirs ont laissée permettra encore de vivre un bout de temps. Mais la masse ne veut déjà plus entendre parler des docteurs Bulgares... Par contre on achète beaucoup de bagnoles et on apprécie surtout ces "gentilles" femelles qui débarquent, refoulées de Pigalle et qui servent à merveille de ce que l'on appelle ici la "paillasse à melon" (50% de la coopération) - une pagaille, quoi ! "

TUNISIE: coopération forcée

Dans le Sud-Tunisien, à M'Saken, près de Sousse, des paysans ont manifesté vers le 15 décembre, pour protester contre la création d'une coopérative agricole; ils avaient empêché un délégué de parler; des sabotages l'an passé, avaient déjà fait remettre la réforme agraire.

147 arrestations, 80.000 pieds d'olivier confisqués, sept cellules du parti destourien (parti unique au pouvoir) dissoutes; la collectivisation forcée sera accélérée (82 coopératives seront créées immédiatement).

Sous le titre de réforme agraire, et sous le drapeau de la chasse au "bourgeois" qui ne veut pas coopérer (des Koulaks en Tunisie) il s'agit pour le gouvernement tunisien de "mettre en oeuvre les moyens modernes"... pour "tirer de plus grands avantages de nos activités agricoles". Ne s'agit-il pas plutôt de forcer les paysans à travailler plus, à produire plus, pour le marché comme des ouvriers. Et en rationalisant la production agricole, à "libérer" de la main d'oeuvre pour les usines. A voir l'ampleur des protestations et le nombre d'arrestations, cela fait beaucoup de "bourgeois" pour un seul secteur.

MAROC: lettre d'un camarade.

Au Maroc, cette semaine (fin décembre), l'action vient de commencer par les grèves des services privés et semi publics. Les étudiants se solidarisent avec leur président arrêté et qui sera jugé par un tribunal militaire chérifien parce qu'il a donné le titre de président honoraire à l'ex-président de l'Union des Etudiants Marocains condamnés à mort et qui doit se trouver à l'étranger. Il y a eu dernièrement des manifestations de lycéens. Mais comme toujours notre CRS a les yeux ouverts. Le soir il y avait une trentaine de jeunes garçons et filles de 14 à 18 ans qui se soignaient à l'hôpital. Pour le moment je ne sais pas ce que sera l'avenir du Maroc mais ce que je vois de plus clair c'est que la situation économique et sociale est alarmante. Tout a augmenté. Une classe bourgeoise est en train de se former. Elle est très solide, soutenue par les forces armées royales et la police chérifienne. Les hauts fonctionnaires fidèles au régime forment leurs clubs privés;... C'est la bureaucratie en voie de développement.

POUR SITUER

L'AFFAIRE du "CONCORDE"

"The Sunday Times" (29/II/64) écrit: " les deux principaux intéressés dans l'affaire du Concorde, BAC et Sud-Aviation, sont nettement plus que des spectateurs et Sud-Aviation surtout, peut exercer une pression sur son gouvernement. "

Il y a aussi de part et d'autre la pression exercée par les syndicats Etranges syndicalistes qui viennent ouvertement à la rescousse pour aider les industriels à décrocher des commandes, alors qu'ils savent bien que ce projet ruineux ne peut servir que quelques privilégiés. C'est paraît-il pour éviter le chômage. C'est déjà ce que disent les mêmes syndicalistes qui travaillent dans les usines de guerre où ils font des heures supplémentaires pour augmenter la production -

(Défense de l'Homme- décembre 64- N° 194-Henri Rougemont-
" novembre 64 y consacre un long article)

Les véritables raisons:

"De source gouvernementale, on ne cache pas que M. Wilson songe à une réduction des programmes aéronautiques afin de faire face aux nouveaux besoins de la défense nationale, le gouvernement ayant mis l'accent sur le rôle que la Grande-Bretagne assume en Extrême-Orient. Ce qui signifie que les forces britanniques auront besoin d'un nombre plus grand d'hélicoptères et d'avions à décollage vertical et que le sort du TSR 2, au prix de revient très onéreux, reste en question. "

(Le Monde- 17/I/65)

Ce qui signifie la défense de l'Empire avant tout.

Ce qui n'empêche pas:

près de 10.000 ouvriers de l'industrie aéronautique anglaise de manifest à Londres pour continuer à construire le TSR 2 à l'appel syndical. Sur une photo on peut lire sur des pancartes les slogans édifiants: " laissez-nous armer l'Angleterre nous-mêmes ". " Pourquoi achetez-vous des avions américains " " Kingston, achetez-anglais "...

La manière d'être jaune:

du Monde 13/12/64: Italie:

"au troisième jour de la grève des journaux l'Unita reparait samedi et déclare dans un éditorial que, tout en étant solidaires des grévistes, le parti communiste italien a estimé de son devoir de publier une édition spéciale d'informations politiques pour lutter contre les effets déployés par d'autres quotidiens "pour falsifier la vérité" au sujet de Moïse Tschombé ".

La manière d'être raciste:

"Londres-6 Janvier: des ouvriers d'une équipe de nuit ont organisé mercredi une grève-éclair dans une usine sidérurgique london-nienne pour protester contre l'embauche de trois ouvriers de couleur. Leur syndicat avait auparavant accepté l'incorporation des trois ouvriers de couleur à l'équipe de nuit. Un porte-parole du syndicat de la métallurgie a déclaré que cette grève n'avait aucun caractère officiel et que la discrimination raciale n'avait pas cours dans le syndicat ".

FAUTE DE PLACE:

nous avons laissé de côté pour un prochain numéro:

- un ensemble de textes de camarades belges sur les grèves,
- des informations sur le mouvement ouvrier anglais,
- les rapports-syndicats-ouvriers, aux USA (grèves de l'automobile grève des dockers),
- les transformations économiques en Russie,
- Patronat, syndicats et gouvernement, en France.

PUBLICATIONS: /

C'est la rubrique soulevant le plus de remous: inutile, trop de journaux cités sans intérêt, ça prend trop de place, mécontents de leur classement, réponses à des critiques qu'il faut insérer d'où remplissage inutile, etc... Jusqu'où tout cela ira? Comment parler des publications? Nous proposons à tous les camarades de Paris et de Province de donner leur opinion. Nous rappelons qu'au départ cette rubrique devait marquer notre indépendance face aux organes de groupes ou de partis qui ne parlent jamais des autres.

En attendant, voici une lettre d'un camarade sur le "Combat syndicaliste" (24 Rue St Marthe, Paris 10^e).

"Dans son numéro 324, du 19/II, le C.S. veut nous apporter (dans son éditorial) les solutions de l'organisation syndicaliste révolutionnaire. Cela donne un texte curieux pouvant être accepté par n'importe quelle organisation syndicale. D'abord le couplet humanitaire (mesures inhumaines de l'Etat et des gros capitalistes l'Humanité fait aussi bien dans le genre), comme si le capitalisme et l'Etat s'intéressaient aux hommes et les solutions proposées toutes dignes de n'importe quelle CGT stalinienne ou non: Union-Action Directe-Suppression des profits-Réduction des horaires Amélioration de la Sécurité- accession aux organes de gestion- Refus de participer à la construction du potentiel militaire. Tout cela à notre avis est bien vague et peu sérieux, cela ne nous apporte rien en dehors des autres centrales, il y a la phrase rituelle sur la suppression de l'Etat, bien sûr, comme à la CGT dans ses statuts: Abolition du salariat. Nous savons très bien que les progrès techniques ne peuvent être qu'à notre avantage, nous ne faisons d'ailleurs rien pour qu'ils le soient à nous-mêmes. Ce prolétariat serait entre les mains de politiciens qui le trompent. Pourquoi? Ils sentent peut-être cela comme nécessaire si cela est exact et au fond préfèrent-ils être trompés que de faire le travail eux-mêmes, c'est moins fatigant. Si l'ordre nouveau ne peut être amené que par une grève générale expropriatrice qui ne saurait être que violente, nous pouvons également penser que cette grève générale expropriatrice ne pourra exister réellement que lorsque les carottes seront cuites et pratiquement elle deviendra inutile. Beaucoup de mots pour rien.

Dans le N° 325, du 26/II, toujours la même chose pour René Villard. Guerre ou révolution, seule alternative, révolution inévitable. Et pourquoi? La solution toujours des militants révolutionnaires formant l'avant-garde. Merci, nous en avons assez. Par contre, le C.S. (comme l'Anarcho-Syndicaliste d'ailleurs) ont raison d'enfoncer le clou sur le caractère religieux de la CFDT (CFTC). Pour nous, rien de changé, nous pensons que c'est un camouflage, plus moderne. On ne luttera jamais assez contre l'esprit religieux, contre toutes les religions, il n'y a pas de pause pour cela."

A noter également dans les derniers C.S. des articles à suivre intéressants, sur la paupérisation.

Pour le reste, nous donnons à chacun la qualification qu'il se donne l'adresse et les articles essentiels- sans commentaires:

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER